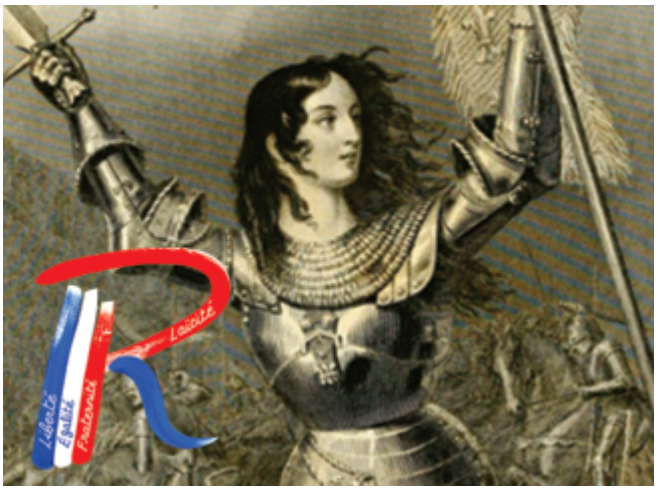
Interdiction de manif à Calais : le préfet reconnaît d'inavouables raisons

écrit par Christine Tasin | 5 février 2016



Voici ce qu'ose écrire un préfet, chargé d'assurer l'égalité de tous devant la loi !

Il reconnaît dans son arrêté d'interdiction que les extrémistes de gauche, défenseurs des migrants sont violents, que les migrants sont violents. Et donc, dans ces conditions, cerise sur le gâteau, la population française ne pourrait plus manifester parce que la sécurité des nôtres ne peut plus être assurée. En effet, à cause de l'existence de ces migrants, toutes les forces de police disponibles sont occupées à canaliser leurs agressions.

***Les défenseurs des migrants sont violents*. C'est écrit noir sur blanc et on peut penser que le préfet sait de quoi il parle.**

Comment se fait-il, alors, que les contre-manifestations ne soient pas interdites, leurs responsables arrêtés s'ils persistent, leurs associations dissoutes, Monsieur le Premier Ministre Valls ?

Mais ce n’est pas tout !

Les migrants font souvent preuve de comportements très violents. **Ainsi les migrants font la loi à Calais et le préfet le reconnaît. La violence de l’étranger, de l’intrus, est reconnue et utilisée pour interdire aux autres de contester cette violence, cette présence. Comment se fait-il, Monsieur le Ministre Cazeneuve, que vous continuiez à tenir votre discours sur l’apport des migrants à la France ? Comment se fait-il, Monsieur le Ministre de l’Intérieur, que vous envoyiez ces gens très violents partout en France, jusque dans le plus petit village ? Comment se fait-il, Monsieur le Ministre de l’Intérieur, que vous ne gardiez pas nos frontières pour empêcher l’entrée de nouveaux migrants qui sont un danger pour les nôtres ? Comment se fait-il, Monsieur le Ministre de l’Intérieur, que vous ne renvoyiez pas manu militari des ressortissants étrangers coupables de violences sur notre sol ?**

Mais ce n’est pas encore tout… Le reste ? Ce n’est pas de la roupie de sansonnet…

Nous ne pourrions pas manifester à Calais, nous Calaisiens ou autres Français de souche, parce que les migrants tentent de violer la loi en assaillant tous les camions, parce qu’il faut nourrir les migrants -pourquoi aurait-on besoin de forces de police pour nourrir (gratuitement qui plus est) de paisibles disciples de la religion de paix et d’amour – , parce qu’il faut sécuriser l’accès aux douches des mêmes migrants -mêmes questions que plus haut, y aurait-il des violences inter-migrants, inter communautés, ethnies, pays ? Pauvres femmes, pauvres chrétiens, minoritaires… Ce n’est certainement pas eux qui posent problème, et nous ne sommes pas sûrs que les forces de police soient déployées pour les protéger…

On apprend également que, circonstance aggravante, la moindre manifestation pourrait créer des ralentissements dans le trafic routier et donc permettre aux migrants de partir à l'assaut des camions qui leur sont interdits par la loi française comme par la loi anglaise…

Bref, si les Français qui sont chez eux, qui se lèvent, tôt, qui payent leurs impôts et respectent les lois ne peuvent pas manifester, c'est parce qu'un gouvernement d'incapables a permis que naissent des camps qui auraient dû être évacués au kärcher (il n'est jamais trop tard pour bien faire). Des camps de délinquants puisque l'immense majorité des gens qui nous pourrissent la vie sont illégaux, en France sans visa, sans permis de séjour et sans statut de réfugié.

Bref, l'arrêté d'interdiction de la manifestation de Calais est un terrible aveu d'impuissance du préfet et un constat terrible sur ce que devient la France : un pays qui pratique de façon éhontée la préférence étrangère, qui abandonne les siens et leur interdit d'exprimer leur désarroi, leurs peurs, leurs révoltes, leurs souhaits.

Que dire de la pauvre mention de l'Etat d'urgence qui fait rire tout le monde à l'heure où des manifestations ont lieu partout et sans cesse (et notamment des pro-migrants, des anti déchéance de nationalité, sans parler des taxis et des agriculteurs)…?

Que dire enfin des forces de l'ordre qui manqueraient ? Les solutions sont fort simples : Cazeneuve s'est vanté, le 15 juin dernier, de mobiliser des hommes pour protéger mille mosquées, en France ! Ainsi, à Valence, quatre soldats ont été agressés par un djihadiste, devant ce que les musulmans considèrent comme leur caserne. Que ces militaires ou policiers soient affectés à la sécurité des Français, et on trouvera des solutions pour qu'à Calais et ailleurs, nos compatriotes puissent bénéficier de cette liberté publique fondamentale qu'est le droit de manifester.

Une objection, Ministre Cazeneuve ?